

# Rapport mondial de l'UNESCO : Vers les sociétés du savoir

## 1) A qui s'adresse ce rapport ?

Jusqu'à présent, avec la publication de rapports sectoriels<sup>1</sup>, l'UNESCO s'adressait en premier lieu aux communautés académiques, grâce à la compilation de contributions d'experts des pays du Nord et des pays du Sud. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, quant à lui<sup>2</sup>, s'adresse davantage à un public institutionnel, présentant un état des lieux de la réalisation des objectifs de Dakar.

La décision de publier, pour la première fois, un Rapport mondial de l'UNESCO, a répondu à la volonté de disposer d'un instrument à la fois novateur d'un point de vue conceptuel, offrant le point de vue prospectif de l'Organisation sur les principaux enjeux de l'avenir, fédérateur puisque son thème est transversal et concerne tous les domaines de compétence de l'UNESCO, et orienté vers la formulation de politiques spécifiques dans les domaines considérés.

Depuis sa création, il y a 60 ans, l'UNESCO a été un laboratoire d'idées, chargé d'anticiper les tendances et les besoins du futur. Cette fonction est réaffirmée dans la Stratégie à moyen terme 2002-2007 adoptée par la Conférence générale, qui stipule que la première fonction de l'UNESCO est d'être un laboratoire d'idées : « l'UNESCO jouera un rôle clé pour ce qui est d'anticiper et de définir, à la lumière des principes éthiques qu'elle défend, les problèmes les plus importants qui se profilent dans ses domaines de compétence, et pour identifier des stratégies et des politiques appropriées pour y faire face. » Le Rapport mondial s'efforce dans cette perspective de répondre aux attentes spécifiques des acteurs impliqués dans les travaux de l'UNESCO : les gouvernements et agences des Etats membres, mais aussi les acteurs locaux et régionaux, les autres organisations internationales, la société civile, les communautés universitaires et intellectuelles, les responsables d'ONG et le grand public intéressé par ces questions.

## 2) Pourquoi un Rapport sur les sociétés du savoir ?

L'émergence d'une société mondiale de l'information, qui a coïncidé avec l'expansion rapide des technologies de l'information et de la communication et

---

<sup>1</sup> Rapports mondiaux sur l'éducation de 1991, 1993, 1995, 1998 et 2000, Rapports mondiaux sur la culture de 1998 et 2000, Rapports mondiaux sur la science de 1993, 1996 et 1998, Rapport mondial sur la communication et l'information de 1999-2000, Rapport mondial sur les sciences sociales de 1999.

<sup>2</sup> 2002, 2003/2004, 2005 et 2006 à paraître.

l'accélération du processus de mondialisation qui l'a accompagnée, ne peut que retenir toute l'attention de l'UNESCO.

La communication et l'information n'ont de sens que si elles sont mises au service de l'éducation. Comment dès lors donner un sens aux transformations induites par les nouvelles technologies ? Comme faire de la société mondiale de l'information l'instrument de l'édification de véritables sociétés du savoir ? Tel fut le plaidoyer de l'UNESCO au Sommet mondial sur la société de l'information. Ce plaidoyer s'articulait autour de quatre principes (accès universel à l'information, liberté d'expression, diversité culturelle et linguistique et éducation pour tous), qu'elle a réussi à inscrire au cœur de la Déclaration de principes et du Plan d'action adoptés à Genève (décembre 2003).

### **3) Un instrument novateur d'un point de vue conceptuel**

Les analyses proposées par le premier Rapport mondial de l'UNESCO présentent plusieurs formes d'intérêt :

- A la différence de nombre de Rapports internationaux antérieurs, elles mettent en relief la distinction entre savoir et information, tout en pensant les nouvelles articulations qui relient les deux processus, à la lumière de la critique d'un modèle unique d'économie de la connaissance qui s'imposerait de façon uniforme au Nord comme au Sud. Certes le savoir est devenu une ressource clé pour le développement ; mais le savoir ne saurait être réductible à une marchandise comme les autres, et il convient de souligner, à côté du savoir scientifique, l'importance de certains savoirs « identitaires » ou culturels, que véhiculent d'une certaine façon les « humanités » ou certains savoirs locaux.
- Ces analyses proposent une vision intégrée de la production (recherche scientifique), la diffusion (éducation) et l'utilisation du savoir, qui remet en perspective des questions aussi importantes que la crise de l'enseignement des sciences, les mutations nécessaires des systèmes d'enseignement supérieur ou la nécessité d'une meilleure « médiatisation » des sciences dans nos sociétés ;
- Le Rapport mondial de l'UNESCO souligne la nécessité de mettre le savoir au service de l'autonomisation des individus (*empowerment*) et du renforcement des capacités (*capacity building*), si l'on veut qu'il soit source d'un développement humain et durable.
- Le Rapport mondial promeut des notions nouvelles, ce qui constitue une valeur intellectuelle ajoutée du rapport ; il valorise et réexamine en outre des notions déjà connues mais pas suffisamment étudiées, analysées ou explorées (connaissance/ information, partage du savoir, crédit-temps, etc.).
- Il pousse un cri d'alarme au regard d'un certain nombre de tendances inquiétantes, telles que la crise de l'enseignement des sciences, au Nord et au Sud, ou la faiblesse de l'aide publique au développement si la

communauté internationale souhaite réellement atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés.

- Il doit inciter les communautés intellectuelles et académiques à approfondir certains travaux en cours, notamment dans le domaine des statistiques des sociétés du savoir (problème des index de développement du savoir) ou de la compréhension du rôle que peuvent être amenés à y jouer certains savoirs locaux ou autochtones.

#### **4) Quelques idées-phares du Rapport**

- Les sociétés du savoir ne sont pas réductibles à la société de l'information. Contrairement à l'information, le savoir ne peut être considéré comme une simple marchandise.
- Réduire la fracture numérique est important, mais ne saurait être suffisant, car celle-ci se double, le plus souvent, d'une fracture cognitive bien plus profonde et ancienne.
- Le savoir jouera un rôle de plus en plus important dans la croissance économique, au Nord comme au Sud. Il constitue également l'une des clés d'un développement humain et durable.
- L'essor de sociétés du savoir, pour autant qu'il ne conduise pas à créer des rentes de situation au profit des pays du Nord, constitue donc une nouvelle chance de développement pour les pays du Sud.
- Il n'existe pas un modèle unique de société du savoir. Les sociétés du savoir doivent être plurielles et reconnaître la diversité des cultures cognitives. Il appartient à chaque société de valoriser les savoirs locaux et autochtones qu'elle recèle.
- Les sociétés du savoir ne rempliront leur mission que si elles savent cultiver une éthique de la collaboration et donc demeurer des sociétés du savoir partagé.

#### **5) La vision de l'UNESCO pour l'édification de sociétés du savoir qui soient source d'un développement humain et durable pour tous**

5 messages-clés sont mis en avant dans le rapport :

- Une société de la connaissance est une société qui se nourrit de ses diversités et de ses capacités
- Une société du savoir doit garantir le partage du savoir
- La diffusion des technologies de l'information et de la communication crée de nouvelles chances pour le développement
- Les sociétés du savoir ne sont pas réductibles à la société de l'information
- Les sociétés du savoir constituent une nouvelle approche du développement pertinente pour les pays du Sud

Deux écueils doivent être évités si l'on souhaite édifier des sociétés du savoir pour tous :

- la tentation de voir dans l'économie de la connaissance un modèle unique à cultiver de la même façon aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud : en matière de développement, seul compte le « sur-mesure »
- le manque d'objectifs de long terme qui conduit à un déterminisme technologique excessif et une vision trop mécanique de l'innovation

Aussi les sociétés du savoir que souhaite promouvoir l'UNESCO reposeront sur trois piliers :

- Premier pilier : une meilleure valorisation des savoirs existants pour lutter contre la fracture cognitive
- Deuxième pilier : des sociétés du savoir pluralistes, participatives et inclusives
- Troisième pilier : une meilleure intégration des politiques du savoir

Les dix recommandations proposées à la fin du Rapport soulignent les dix mesures concrètes qu'il importe de mettre en œuvre sans tarder pour y parvenir. Les voici en résumé :

1. Investir davantage dans une éducation de qualité pour tous afin d'assurer l'égalité des chances. Les pays doivent consacrer une part importante du PND à l'éducation. Les pays donateurs devront relever de façon significative le pourcentage de l'ADP destiné à l'éducation. La communauté internationale devrait encourager les modalités de financement novatrices de l'éducation et de la recherche, telles que les réaffectations de dettes (*debt swaps*), par lesquelles les créanciers annulent le remboursement de la dette restante, en échange d'un engagement ferme des pays débiteurs à investir ces fonds dans des activités de développement social et humain, ainsi que les remises de dette et du service de dette. Possibilité de mettre en place progressivement un crédit-temps pour favoriser la formation tout au long de la vie.

2. Multiplier les lieux d'accès communautaire aux technologies de l'information et de la communication, notamment les CMC : prometteuses, les premières expériences doivent être multipliées à l'échelle nationale, notamment dans les pays en développement.

3. Encourager l'accès universel au savoir grâce à l'accroissement des contenus disponibles, en particulier en mettant en réseau les principaux lieux de savoirs publics et en diffusant des connaissances qui relèvent du domaine public.

4. Travailler en collaboratoire : par la mise en réseau des laboratoires, on décuple l'efficacité de la recherche et l'on crée des plates-formes durables de partage des connaissances, de recherche et d'innovation entre les différentes régions de la planète.

5. Partager le savoir environnemental pour un développement durable : l'instauration d'un système d'alerte global pour toute sorte de risques naturels ainsi que la mise en place d'instruments de surveillance globale, contribueront à l'avènement d'un véritable espace public du savoir environnemental.

6. Accorder une priorité à la diversité linguistique, en encourageant dès l'enseignement primaire le bilinguisme et, si possible, le trilinguisme. Il conviendra aussi de promouvoir la diversité linguistique dans le cyberspace, en s'appuyant sur des dispositifs adaptés.
7. Progresser vers une certification des savoirs sur l'Internet : vers des labels de qualité. Un tel travail, qui rassemblerait les efforts d'institutions publiques et privées et d'organisations non gouvernementales permettrait d'identifier, à l'usage des internautes, les sites Internet dont l'information est particulièrement fiable et se distingue par sa qualité.
8. Intensifier la création de partenariats pour la solidarité numérique. La réunion d'acteurs de tous horizons, publics, privés et issus de la société civile, permettra d'instaurer une véritable solidarité numérique notamment entre pays industrialisés, nouveaux pays industrialisés et pays en développement.
9. Accroître la contribution des femmes aux sociétés du savoir : l'accès des femmes à l'éducation de base, à l'enseignement secondaire et supérieur et aux carrières scientifiques, doit être favorisé par un ensemble de moyens appropriés (bourses, horaires aménagés, accroissement du nombre d'enseignantes et de chercheuses, formation continue, création de postes de médiatrices).
10. Mesurer la connaissance : vers des indicateurs sur les sociétés du savoir ? De tels indicateurs permettraient d'identifier plus aisément les priorités pour réduire la fracture cognitive. De plus, en dépassant les seuls domaines de la science et de la technologie, ils donneraient une appréciation des autres dimensions constitutives des sociétés du savoir telles que l'éducation, la culture et la communication.